

Du travail à l'écologie, nouvelle voie du socialisme¹

Jean-Marie Harribey

Actuel Marx, « Communisme ? », n° 48, deuxième semestre 2010, p. 166-177

Dans la perspective de l'émancipation humaine qui pourrait être construite durant ce XXI^e siècle, deux aspirations doivent être conciliées : l'aspiration à l'égalité sociale, qui s'était incarnée jusqu'ici dans le projet de socialisme, et l'aspiration à une activité humaine insérée dans une biosphère terrestre non dégradée. Nous savions depuis les échecs du siècle passé que le socialisme sans la démocratie ne pouvait exister véritablement. Nous prenons conscience aujourd'hui que le socialisme sans l'écologie serait voué à l'échec. Pour le dire autrement, la transformation des rapports de production implique celle de la production elle-même, c'est-à-dire des forces productives qu'on ne peut développer à l'infini. De la même façon, vouloir protéger l'environnement en acceptant la dégradation sociale et la montée des inégalités dans le monde conduirait à une impasse. La mise en cohérence des exigences sociales et des contraintes écologiques est donc devenue un impératif auquel le capitalisme est incapable de répondre parce que sa logique de marchandisation et d'accumulation le pousse à sacrifier les humains et la nature sur l'autel du profit.

Quelles conditions doivent être remplies pour que réussisse l'alliance du social et de l'écologie ? La question renvoie d'une part aux finalités du travail humain, en tant qu'activité tendue vers la production de biens et services propres à satisfaire des besoins, et d'autre part à une conception de la richesse hors du cadre exclusif de la valeur marchande qu'impose le capitalisme. À la charnière de ces deux préoccupations se trouve la construction démocratique d'un mode de développement qualitatif, soutenable au sens propre du terme². Or, il n'existe pas encore aujourd'hui un consensus, ou du moins un accord majoritaire, sur cette problématique parmi les forces sociales aspirant à une transformation profonde des rapports sociaux, et cela même au sein des courants théoriques et politiques se réclamant d'une gauche anti-capitaliste et anti-productiviste. Parmi les obstacles qui se dressent devant une telle avancée, on peut en repérer certains qui se rattachent à l'ambivalence du travail et donc à l'extrême difficulté de définir sa place dans un processus de transformation sociale, et d'autres qui tiennent à la tension permanente entre richesse et valeur. Le dépassement de ces contradictions est nécessaire pour sortir de la crise globale imposée par le capitalisme et, *a fortiori*, pour sortir du capitalisme lui-même.³

1. Ambivalence et dialectique du travail

Un parti pris théorique

Nous prenons le parti théorique ici de distinguer l'acte de production en tant que catégorie anthropologique, c'est-à-dire l'activité de l'homme consistant à consacrer un temps de vie à la production de ses moyens d'existence, et les conditions sociales de sa réalisation,

¹ Une version très proche de ce texte a aussi été publiée dans Collectif Lucien Collonges (coord.), *Autogestion, hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse, 2010, p. 344-354, sous le titre « Écologie et socialisme : travail, production et valeur ».

² J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « Comprendre la crise globale pour en sortir », *Entropia*, « L'effondrement : et après ? », n° 7, automne 2009, p. 21-32, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/crise-decroissance.pdf>.

³ Attac (dir. J.M. Harribey et D. Plihon), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

catégorie historique désignant la forme qu'il revêt au sein de rapports sociaux particuliers. Nous adoptons donc la distinction de Karl Marx entre le procès de travail en général et le procès de travail capitaliste. Le travail sous sa forme moderne du salariat a été apporté par le capitalisme industriel et il est devenu la forme dominante de l'activité nécessaire. Bien qu'il ait pris ses distances avec la vision marxiste globale, André Gorz le disait ainsi : « Le moderne concept de travail représente (...) une catégorie socio-historique, non une catégorie anthropologique. »⁴ En effet, ce travail-là a été inventé par le capitalisme à partir du moment où l'activité productive a cessé d'être privée et soumise aux nécessités naturelles. En même temps que le travail salarié, le capitalisme instaure cette activité productive coupée des capacités d'expression, de décision, de maîtrise des individus sur elle, de même qu'il impose des représentations de ce travail et lui confère l'exclusivité de pouvoir décerner une identité sociale. Pour cela, la nécessité de produire *toujours plus* a été inventée, mais pas la nécessité de produire. En distinguant l'activité productive elle-même et le rapport social dans lequel elle s'exerce, nous nous éloignons d'Hannah Arendt⁵ et nous rejoignons plutôt Marx comme indiqué plus haut et Karl Polanyi⁶ pour qui le capitalisme a inventé le marché du travail et non le travail : le fait de considérer le travail comme une marchandise est une fiction qui a permis justement d'organiser le marché du travail.

La critique de la marchandise et de son fétichisme, par laquelle Marx ouvre *Le Capital*, contient, en germe, la critique anti-productiviste qui naîtra véritablement un siècle plus tard. L'aliénation à la marchandise fétichisée, à l'argent, prend corps dans la séparation du producteur du produit de son travail et dans la séparation de l'être humain de sa vie : la reconnaissance sociale est alors exclusivement médiatisée par l'accès à la marchandise fétiche. À l'inverse, la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, irréductibles l'une à l'autre, ouvre un espace théorique et politique pour fonder la prééminence future de la première sur la seconde.

Anselm Jappe a radicalisé la critique du travail en soi pour en faire la face inversée du capital.⁷ À ses yeux, la critique de la marchandise ne peut se faire sans la critique du travail. Mais ne court-il pas le risque de réduire le travail en général au travail dont la forme est dialectiquement liée au capital ? Une difficulté méthodologique similaire se retrouve lorsqu'on veut interpréter la crise du capitalisme contemporain. Est-elle une crise classique de suraccumulation et de surproduction ? L'hypothèse retenue ici est qu'elle est une crise qui touche non seulement la réalisation de la valeur mais aussi la production de celle-ci, puisque le capital met en danger les conditions mêmes de la reproduction de la vie.

La distinction entre procès de production capitaliste (de travail productif de capital) et procès de production en général (de travail productif en général) est permanente chez Marx et elle s'oppose à notre sens au refus de Moishe Postone d'attribuer au travail une quelconque dimension anthropologique.⁸ Position extrême que celui-ci est obligé de plus ou moins abandonner pour dire que « le socialisme permettrait donc de nouveaux modes de travail et d'activité individuels, plus riches et plus satisfaisants, et une relation nouvelle du travail aux

⁴ A. Gorz [1991], *Capitalisme, Socialisme, Ecologie, Désorientations, Orientations*, Paris, Galilée, 1991, p. 113, souligné par nous.

⁵ H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

⁶ K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

⁷ A. Jappe, *Les aventures de la marchandise, Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoel, 2003. Pour une critique du livre de Jappe, voir F. Gomez « Vers la fin de la société marchande », *À Contretemps*, n° 13, 2003, <http://www.acontretemps.plusloin.org>.

⁸ M. Postone, *Temps, travail et domination sociale*, 1993, Paris, Mille et une nuits, 2009. Pour une présentation critique de ce livre, voir J.M. Harribey, « Ambivalence et dialectique du travail, Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4e trimestre 2009, p. 137-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-postone.pdf>.

autres domaines de la vie », et que « le travail, libéré de son rôle social historiquement spécifique, [se transforme] de telle manière qu'il enrichisse les hommes au lieu de les appauvrir »⁹.

Quel dépassement du salariat ?

De cette discussion théorique découle un choix entre deux options qui pourraient bien être les deux termes d'une alternative pour aller vers l'émancipation des travailleurs : faut-il verser un revenu d'existence ou réduire le temps de travail de tous, c'est-à-dire faut-il se satisfaire de l'exclusion d'une partie de la population de l'une des sphères de la vie sociale, celle du travail, ou bien faut-il partager celui-ci, et ce d'autant plus qu'il reste contraint ? On connaît le revirement d'André Gorz sur cette question¹⁰. Pour notre part, nous continuons de penser, à l'encontre de nombreux de ses partisans, que le versement d'un revenu d'existence ne pourrait provenir que d'une fraction du revenu global engendré par le travail social. Il ne viendrait pas d'un ailleurs, ni ne serait pas prélevé sur un stock accumulé, car tout revenu est un flux courant. C'est en ce sens que le dépassement du salariat ne viendra pas de la distribution de revenus dont on se demande bien où et par qui ils seraient engendrés, mais il viendra surtout de la diminution du temps de travail soumis à une logique d'accumulation et donc source d'hétéronomie et d'aliénation pour le travailleur. La substitution du revenu d'existence au partage du travail est fondée sur une illusion d'optique. On peut justifier, politiquement et philosophiquement, la garantie d'un revenu décent à tout individu, mais on ne peut l'asseoir sur l'idée que le travail social – qu'il soit manuel ou intellectuel ne change rien à l'affaire¹¹ – ne serait plus à l'origine de tout revenu monétaire distribué dans la société. Ce serait réintroduire le mythe de la fécondité (en termes de valeur économique) des machines, du capital, de la finance...

Depuis une vingtaine d'années, quelques économistes critiques¹² avancent l'idée que la réduction du temps de travail est une manière d'utiliser les gains de productivité afin de vaincre le chômage sans recourir à une croissance économique démesurée et, simultanément, d'engager la société vers une autre conception du bien-être, en somme d'allier le social et l'écologie. Dans ce cadre, un plein emploi de qualité, permis notamment par une réduction des inégalités des revenus, est concevable. Au contraire, la question du plein emploi en tant qu'objectif n'entre pas dans les schémas de pensée de beaucoup de théoriciens de la décroissance. L'idéologie de la « fin du travail », qui fit des ravages durant la décennie 1990, au moment où le chômage explosait partout, reste peu ou prou présente chez eux¹³. Ils adhèrent parfois à l'idée de réduire le temps de travail, sans se rendre compte que cette réduction est permise par l'amélioration de la productivité.¹⁴ Sur un autre bord politique, la réussite idéologique du « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy est fondée sur la confusion entre productivité du travail par tête et productivité horaire. En effet, travailler

⁹ M. Postone, *Temps, travail et domination sociale*, op. cit., p. 545.

¹⁰ A. Gorz, « Revenu minimum et citoyenneté », *Futuribles*, n° 184, février 1994, p. 49-60 ; « Richesse sans valeur, valeur sans richesse », dans *Ecologica*, Paris, Galilée, 2005.

¹¹ Sur ce plan, les théoriciens du capitalisme cognitif se trompent, même A. Gorz, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003 ; voir J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, septembre 2004, p. 151-180, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf>.

¹² M. Husson, *Misère du capital, Une critique du néolibéralisme*, Paris, Syros, 1996 ; J.M. Harribey, *L'économie économe*, op. cit. ; T. Coutrot, M. Husson, *Avenue du plein emploi*, Paris, Mille et une nuits, 2001.

¹³ Voir P. Ariès, *Le mésusage, Essai sur l'hypercapitalisme*, Lyon, Parangon 2007, p. 6 et 15.

¹⁴ P. Ariès écrit : « Nous ne travaillerons plus, mais nous aurons beaucoup d'activités. » [*La décroissance, Un nouveau projet politique*, Paris, Golias, 2007, p. 201]. Serge Latouche attribue à une « alchimie marchande » [*Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p. 132] l'enrichissement de la croissance en emplois, alors que la croissance s'enrichit en emplois uniquement lorsque la productivité par tête diminue, cette dernière étant l'inverse mathématique du contenu de la production en emplois.

davantage permet de produire davantage, pour une productivité horaire et un nombre d'emplois donnés. Mais, d'une part, l'augmentation de la quantité de travail peut venir de la hausse de la durée individuelle du travail (c'est le projet du patronat et de la droite européenne) ou bien de la hausse du nombre de travailleurs (si, par exemple, le chômage diminue)¹⁵, d'autre part, on peut concevoir un maintien, voire une hausse de la productivité horaire, tout en réduisant la productivité individuelle.

Ce n'est pas sacraliser le travail que de situer l'origine de toute valeur monétaire créée et distribuée dans le travail. Encore une incompréhension majeure de la plupart de ceux qui ont adopté la proposition du revenu d'existence et qui continuent de propager l'idée qu'un revenu monétaire distribué à ceux qui n'ont pas d'emploi (salarie ou non) pourrait jaillir d'une autre source que le travail social. Paul Ariès interprète notre opposition à ce non-sens comme une adhésion à « l'obligation de travailler » ou au « mythe du travail libérateur »¹⁶. Non, c'est tout simplement la critique radicale de l'imaginaire bourgeois autour de la fécondité du capital, largement répandu jusque chez les penseurs affichant une posture critique, mais qui persévèrent à penser que « le travail est de moins en moins la source principale du profit » ou que la valeur jaillit de l'« économie immatérielle » sans travail ou de la spéculation¹⁷. C'est également la critique de la croyance qu'il est possible de distribuer un revenu « préalablement » au travail collectif, laquelle croyance confond les notions de flux et de stock, ou bien de revenu et de patrimoine : « Nous proposons [...] de reconnaître un droit à un revenu d'existence véritable contrepartie de la reconnaissance du droit de chacun à l'existence *puisque nous héritons tous de la civilisation.* », dit Ariès¹⁸. Or, aucun revenu monétaire ne provient d'un prélèvement sur le patrimoine, car tous les revenus monétaires sont engendrés par l'activité courante. André Gorz, quant à lui, pourtant rallié à l'idée de « revenu social à vie », prend soin de préciser que celui-ci est « assuré à chacun en échange de vingt mille heures de travail socialement utile que chaque citoyen serait libre de répartir en autant de fractions qu'il le désire, de façon continue ou discontinue, dans un seul ou dans une multiplicité de domaines d'activité »¹⁹. La question de la validation sociale du travail reste donc essentielle.

Le choix de l'égalité

Pour une période donnée, le flux de valeur ajoutée est le résultat du travail de la période. La valeur sociale, c'est-à-dire la valeur économique pour l'ensemble de la société, est donc mesurée par le travail social de la période. L'expression monétaire du produit net d'une période, la quantité de travail vivant de la période et l'équivalent monétaire de l'unité de travail sont liés par la relation : expression monétaire du produit net = quantité de travail vivant x équivalent monétaire de l'unité de travail. Dès lors qu'une activité économique est *validée*, c'est-à-dire jugée utile socialement (et par conséquent, dès lors que le travail qui a été accompli est utile socialement) parce qu'elle est soit sanctionnée positivement par le marché s'il s'agit d'une activité marchande, soit décidée et validée *a priori* collectivement s'il s'agit d'une activité non marchande, une unité de temps de travail social, définie comme une fraction du travail social total, crée autant de valeur qu'une autre unité de temps de travail

¹⁵ Cette confusion entre temps de travail global et temps de travail individuel est également faite par J. Gadrey (« La prospérité sans la croissance : vivre mieux avec moins ou avec plus ? » ; <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>) qui conteste en partie la RTT au motif qu'il faudra plus de travail pour obtenir une production de qualité. Il faudra peut-être plus de travail global mais pas nécessairement plus de travail individuel si le nombre de personnes employées croît plus vite que la masse de travail nécessaire.

¹⁶ P. Ariès, *La décroissance*, op. cit., p. 213 et 343.

¹⁷ P. Ariès, *Le mésusage*, op. cit., p. 13 et 72.

¹⁸ P. Ariès, *La décroissance*, op. cit., p. 201 et 356, souligné par nous.

¹⁹ A. Gorz, *Ecologica*, op. cit., p. 104, repris de *Adieux au prolétariat, Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1980, p. 177-178.

social, et cela d'autant plus que la production ne cesse de devenir un acte de plus en plus social et que la croissance de la productivité est de plus en plus le fruit d'une collectivité et non d'individus isolés. Cette socialisation n'est pas un argument circonstanciel : elle est le phénomène même de l'abstraction du travail. Ainsi, il n'y a pas de correspondance entre les quantités de travail concret et les valeurs d'échange monétaires ; la cohérence et la régulation du système viennent alors de l'abstraction du travail dont Marx a eu la formidable intuition. C'est à ce niveau que l'équivalence *une heure de travail abstrait contre une heure de travail abstrait* prend ses droits. Il y a donc un changement de dimension : le capital exige la redistribution dans l'espace des prix du travail concret effectué dans le temps réel.

Il en résulte que la justification théorique d'inégalités de rémunérations des travaux concrets, au nom de l'apport productif prétendu différent ou de l'efficacité, est une pure idéologie confortant les positions sociales établies. Cela découle de la conception du salaire, et par extension de tout revenu, comme sanction d'un rapport de forces et non comme simple panier de marchandises. Dans la société capitaliste, non seulement la rémunération moyenne de l'unité de travail social s'écarte de la valeur qu'elle a créée (phénomène de la plus-value), mais les positions sociales acquises, maintenues et reproduites par l'instauration de rapports de forces déterminés par la possession, souvent simultanée, de capital économique, social ou culturel²⁰, permettent de réallouer le revenu social (soustraction faite de la part du surplus social réinvestie) en faisant s'écarter les rémunérations des unités de travail concrètes, individuelles, de la rémunération moyenne de l'unité de travail social, et cela proportionnellement à l'échelle des positions sociales. Dans ces conditions, la réduction des inégalités ne peut plus être considérée comme résultant de l'abolition du capitalisme, mais elle est consubstantielle à celle-ci et à la stratégie pour y parvenir. Le plafonnement des revenus élevés doit permettre un nouveau partage de la richesse. Il reste alors de savoir de quelle richesse on parle.

2. La contradiction entre richesse et valeur

Aux sources de la critique de l'économie politique

Les plus grandes sommités académiques se penchent aujourd'hui au chevet de la richesse et de la mesure de celle-ci. Rapports de la Banque mondiale²¹, de l'OCDE²², du Conseil économique, social et environnemental (CESE)²³ et, dernier en date, de la « Commission Stiglitz »²⁴ se succèdent à un rythme élevé. La société civile n'est pas en reste puisque les recherches indépendantes pour construire de nouveaux indicateurs se multiplient dans le monde, et, en France, le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR)²⁵, dans le sillage des travaux de Dominique Méda²⁶, de Patrick Viveret²⁷, et de Jean Gadrey et Florence

²⁰ P. Bourdieu, *La distinction*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.

²¹ World Bank, *Where is the Wealth of the Nations ? Measuring Capital in the 21st Century*, Washington DC, Banque mondiale, 2006, <http://siteresources.worldbank.org/INTEEI/Home/20666132/WealthofNationsconferenceFINAL.pdf>.

²² <http://www.oecd.org/progress>.

²³ CESE, « Les indicateurs de développement durable et l'empreinte écologique », Rapport de P. Le Clézio, 11 mai 2009, http://www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-3based/frame_rech_avis.htm.

²⁴ J. Stiglitz, A. Sen, J.P. Fitoussi, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus*, volume I, *Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, volume II, Paris, O. Jacob, 2009. Pour une critique, voir J.M. Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure », *Lignes d'Attac*, n° 80, février 2010, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

²⁵ <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>.

²⁶ D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999.

²⁷ P. Viveret, *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2003.

Jany-Catrice²⁸, force les portes des cercles officiels. Mais, la plupart de ces tentatives sont menées sur la base d'une négation de l'économie politique et de la critique marxienne de celle-ci, et bien que se situant le plus souvent dans une perspective sociale et écologique, elles sont de faible portée.²⁹ Deux failles traversent ces travaux : sur la distinction entre richesse et valeur et sur leur mesure.

Depuis que la crise écologique est avérée, un certain nombre de publications ont accrédité l'idée que son origine profonde se trouverait dans une conception erronée de la richesse qui nous viendrait de l'économie politique. Au contraire, la thèse que nous soutenons est que la conception de la richesse qui prévaut aujourd'hui n'est pas imputable à l'économie politique classique mais au système économique dont la raison d'être est de produire de la valeur pour le capital, et qui trouve dans la théorie économique néo-classique la caution idéologique dont il a besoin pour imposer sa légitimité. En effet, la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange est fondatrice de l'économie politique et fut récusée ensuite par la théorie néo-classique. Le premier concept définit la richesse, le second désigne la forme que revêt la valeur qui, dans le cadre du capitalisme, va grossir le capital. Cette distinction dont l'intuition remonte à Aristote est cruciale à plus d'un titre.

Elle permet de considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la valeur d'échange. Ainsi se trouve posée, dès l'Antiquité, et réaffirmée par Smith, Ricardo et Marx, l'irréductibilité de l'une à l'autre. C'est ce qui permettra à Marx de dire – en reprenant à son compte l'idée de William Petty – que les deux sources de la *richesse* (et non de la valeur) sont la terre et le travail³⁰. Radicalement contraire est l'affirmation, qui courra de Jean-Baptiste Say jusqu'aux néo-classiques, selon laquelle il y a identité entre utilité et valeur, c'est-à-dire que l'une est la condition nécessaire et suffisante de l'autre et réciproquement. On ne peut plus tergiverser et renvoyer dos-à-dos l'économie politique (la critique de Marx incluse) et la théorie néo-classique : il est parfaitement possible de trancher entre les deux visions. Il suffit d'un contre-exemple et l'affaire est entendue : le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais n'a pas de valeur d'échange. Le champ de la richesse ne se réduit donc pas à celui de la valeur. Et, les multiples bienfaits fournis par la nature ressortissent à la même distinction : la lumière du soleil n'a pas de valeur d'échange. Cela, nous le devons à l'économie politique.

La distinction entre richesse et valeur laisse possible la création et l'extension d'un espace pour la richesse non marchande – quoique monétaire – et même pour la richesse non monétaire. Ainsi, trop de critiques sommaires du PIB oublient que celui-ci contient le produit non marchand qui est offert par les administrations publiques et dont le paiement est socialisé grâce à l'impôt. Inversement, si l'on monétisait certaines activités humaines actuellement non monétaires, comme le travail domestique ou le travail bénévole dans les associations, toutes choses égales par ailleurs, la richesse en termes de valeurs d'usage et le bien-être resteraient les mêmes, tandis que le PIB s'en trouverait accru. Cela montre bien le caractère conventionnel et donc arbitraire du périmètre des activités monétaires recensées dans le PIB, mais cela n'a strictement rien à voir avec une prétendue faille de l'économie politique.

À trop se focaliser sur l'instrument de mesure, on finit par perdre de vue l'objet de la mesure ou bien par vouloir à tout prix faire entrer la non-marchandise dans le cadre étroit de la marchandise. Ainsi, la Commission Stiglitz et le CESE entretiennent une ambiguïté en regrettant que le PIB ne tienne « aucun compte du "*loisir*", c'est-à-dire des activités non

²⁸ J. Gadrey, F. Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, 2^e éd. 2007.

²⁹ J.M. Harribey, « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt », 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>.

³⁰ K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, p. 571.

monétarisées »³¹, alors que rien ne serait changé, avec cet ajout, en termes de bien-être (de valeurs d'usage).

Dépasser le PIB ou la marchandise ?

Un contresens très fréquent, et sans doute source de plusieurs autres, porte sur le travail productif. *A contrario* de maintes affirmations, il faut dire qu'il n'y a pas de travail productif en soi. Le travail productif se définit en regard du rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Malheureusement, toute une tradition marxiste, postérieure à Marx, a véhiculé des conceptions contestables sur le caractère productif du travail, attaché à la seule production matérielle, ou bien sur le caractère improductif des travailleurs des services non marchands. Nous avons montré ailleurs à quelles contradictions ces restrictions menaient et comment asseoir logiquement le caractère productif de valeur d'usage et de valeur monétaire non marchande du produit du travail effectué dans la sphère non marchande.³² Contradictions dont n'est pas à l'abri un théoricien aussi éminent et critique qu'André Gorz qui perpétue cette croyance aux « faux frais dont le financement doit provenir des prélèvements sur la survaleur produite par l'industrie » et qui confond le fait que les gains de productivité soient généralement plus faibles dans les services (marchands ou non, particulièrement les services aux personnes) que dans l'industrie avec le caractère productif du travail³³.

Par ailleurs, beaucoup de commentaires confondent les rapports de production que l'on trouve explicités dans la théorie dite de la « valeur-travail » et le sens philosophico-politique et donc normatif qui est sous-jacent à la « valeur travail » (sans trait d'union ici). La théorie de la « valeur-travail » est la seule théorie susceptible de décrypter l'exploitation de la force de travail. Et nous n'avons qu'elle pour dissoudre, entre autres, les propositions absurdes de financement macroéconomique des retraites par la capitalisation.

À proprement parler, la notion de « valeur du travail » n'a aucun sens car elle entretient la confusion entre le salaire (valeur que reçoit le travailleur, dite « valeur de la force de travail ») et la valeur de la marchandise produite par la force de travail. Entre les deux, il y a la plus-value capitaliste. De ce non-sens sur « valeur du travail », il n'y a qu'un pas pour glisser vers le registre normatif quand on parle à gauche et aussi à droite de « valeur travail ». On comprend facilement quel intérêt avait Nicolas Sarkozy de prôner l'idéologie du mérite à la place de la solidarité et l'augmentation du temps de travail pour gagner davantage. Mais pourquoi autant de confusions et d'atermoiements de la part d'une certaine gauche ? Au cours des deux dernières décennies, il était de bon ton de jeter aux orties les fondamentaux de la critique de l'économie capitaliste, sous prétexte « d'échec du marxisme » ou d'« économisme ». Or, la critique du rapport social salarial reste entière : la force de travail manuelle et intellectuelle, répétons-le, est seule productrice de valeur économique. Et cette force de travail est exploitée et aliénée, de plus en plus à l'époque du néolibéralisme, d'où l'extraordinaire enrichissement des riches, via les revenus financiers. Au lieu de cela, quel bric-à-brac idéologique nous a servi l'orthodoxie ayant gagné les rivages de la gauche ? En

³¹ CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit.* p. 9 et 62.. Pour une critique de l'intégration du loisir dans la comptabilité nationale, voir J.M. Harribey, « Le temps libre et la nature n'ont pas de prix », dans *Raconte-moi la crise*, Éd. Le Bord de l'eau, 2009.

³² J.M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée, An international journal of economic analysis*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf> ; « Les vertus oubliées de l'économie non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf> ; « Expectation, Financing and Payment of Nonmarket Production : Towards a New Political Economy », *International Journal of Political Economy*, Vol. 38, N° 1, Spring 2009, p. 58-80, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ijpe-nonmarket.pdf>.

³³ A. Gorz, « Richesse sans valeur, valeur sans richesse », *op. cit.*, p. 127 et 149.

vrac : le travail n'est plus la source de la valeur (économique) et, sur cette base prétendument objective, sa « valeur » disparaît, entendue au sens économique et philosophique. Dans ces conditions, l'objectif du plein emploi devient une vieille lune.

Agir pour le plein emploi à l'encontre du mythe de la « fin du travail » n'équivaut pas à sacraliser le travail ni, pire, à ne voir dans le travail productif de marchandises que l'unique source de richesse, de bien-être et d'épanouissement de soi. C'est la raison pour laquelle, la réduction du temps de travail peut être le moyen de rapprocher des problématiques au départ différentes. Le temps de travail est, depuis deux siècles, l'un des principaux enjeux de la lutte des classes pour le partage du produit du travail. À l'ère du chômage de masse et de la crise écologique, il faut accepter une modération de la productivité par tête et utiliser tout gain de gain productivité horaire pour le répartir sur tous : travailler plus n'est admissible que si cela signifie travailler tous, pour ceux qui le peuvent et le veulent, mais chacun de moins en moins. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont donc à éviter. Celui de croire (à gauche) que le travail n'est plus le centre où se nouent les rapports de classes et la socialité. Et celui de prôner (à droite et parfois à gauche) la « valorisation du travail » tout en le précarisant. L'émancipation humaine sera fonction de la distance prise par rapport au travail contraint grâce à la RTT et non d'un retour à l'esprit bourgeois fondateur du capitalisme.

On pourra alors enfin ouvrir une voie vers un modèle de développement non productiviste. C'est à partir du moment où l'on fait en sorte qu'il n'y ait plus de « surnuméraires » sur le bord du chemin que l'on peut sérieusement repenser les finalités du travail et de la production, et, au-delà, les finalités de l'activité humaine.

Ainsi, les malentendus au sujet de la théorie dite de la « valeur-travail » pourront commencer à être gommés : il serait d'ailleurs paradoxal qu'une théorie qui fut pensée dès son origine pour être une théorie critique des rapports sociaux soit récusée au nom d'un anti-économisme.³⁴

*La gratuité, spectre du capitalisme*³⁵

Parmi les discussions au sein du courant écologiste, celle concernant l'évolution souhaitable du PIB reste vive. D'une part, l'amélioration de la qualité de la production pourrait bien se traduire par une augmentation du PIB, celui-ci étant un indicateur monétaire, parce qu'il faudra davantage de travail global pour produire.³⁶ D'autre part, la réduction des

³⁴ J.M. Harribey, « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », dans Ivan Sainsaulieu (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2008, p.101-116, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf>.

³⁵ Selon l'heureuse expression de P.N. Giraud, « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai 2004, <http://www.cerna.ensmp.fr/Documents/PNG-LeMonde-Mai2004.pdf>.

³⁶ J. Gadrey, « Un futur désirable sans croissance est possible, mais il faut réduire fortement les inégalités », *Entropia*, « L'effondrement : et après ? », n° 7, automne 2009, p. 147 et 148, écrit : « Supposons alors qu'on remplace progressivement l'agriculture industrielle, avec ses innombrables dommages collatéraux sur l'environnement et sur la santé, par de l'agriculture biologique de proximité. À production identique en quantité, il faudrait peut-être 50 % d'emplois en plus. Les comptes nationaux actuels nous diront alors que la croissance est nulle (même quantité produite) et que la productivité du travail baisse fortement. Pourtant on aura créé de nombreux emplois, il y aura plus de valeur ajoutée agricole, et surtout la qualité et la durabilité de la production auront été bouleversées positivement ; avec des effets d'accroissement du bien-être individuel et collectif. [...] La liste est longue des productions et des secteurs où une stratégie de montée en qualité, en durabilité et en bien-être correspondant, restera invisible dans "les comptes de la croissance". » Il y a, à notre sens, trois erreurs dans cette citation. 1) Si la valeur ajoutée augmente, le PIB augmentera, cela tient à la définition même du PIB. 2) L'augmentation des prix correspondra à la quantité d'efforts supplémentaires nécessaires pour l'amélioration de la qualité et cela n'a rien à voir avec l'inflation. 3) Dans le cas présenté, il y aura baisse de la productivité du travail par tête, mesurée en volume physique (si on mesure celui-ci pour chaque produit séparément), mais pas nécessairement en valeur monétaire (*a fortiori* si on raisonne sur toute l'économie).

inégalités passera par l'accès de tous à des services non marchands de qualité, notamment l'éducation et les services de santé. Certes, l'empreinte écologique de l'éducation, de la santé publique, des transports collectifs, etc., n'est pas nulle, mais si la décroissance de la production et de la consommation ou même leur plafonnement à court terme s'appliquaient à ce type d'activités, on condamnerait les pauvres à devenir encore plus pauvres. L'amélioration de la qualité des services non marchands impliquera pendant longtemps une augmentation des moyens mis en œuvre et non une réduction, vu l'état de délabrement dans lequel les aura laissés le capitalisme.

Autrement dit, la perspective de voir s'élargir l'espace de la gratuité constitue une hantise pour le capitalisme, et cela de deux manières. D'une part, se profile une tendance vers la gratuité de certaines marchandises que produit le capitalisme lui-même, tellement il développe la productivité du travail. On saisit mieux ainsi la contradiction dans laquelle est placé le capital : sa finalité est de se valoriser, mais plus il s'accumule, plus la production de valeur se tarit relativement à la masse de capital. L'extraordinaire développement de la productivité du travail³⁷, qui n'est autre que l'envers de la diminution de la valeur unitaire des marchandises car le travail vivant est réduit par rapport au travail mort, est la racine objective des difficultés du régime d'accumulation financière contemporain.

D'autre part, et ce n'est pas indifférent au point précédent, le capitalisme a entrepris de conquérir la totalité de l'espace non marchand construit socialement. Le capital bute donc sur la gratuité qu'il engendre et sur la gratuité socialement construite contre lui. Aussi, ne faut-il pas s'étonner qu'une sourde bataille soit menée au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour que soient mis en œuvre les accords sur le commerce des services (AGCS) et sur le droit de propriété intellectuelle (ADPIC). Plus les tenants de l'ordre mondial prendront conscience que la connaissance sera l'outil essentiel de la production future, plus ils tenteront de multiplier les dépôts de brevets. La phase actuelle du capitalisme est celle de l'avancée de la frontière de l'espace de la propriété privée. Un peu comme les enclosures en Angleterre au XVIII^e siècle et les lois sur le vol de bois dans la Prusse du XIX^e avaient rendu possible la privation des pauvres de leurs droits coutumiers, la reprise d'une forte accumulation du capital exigerait aujourd'hui un élargissement des droits de propriété et donc une expropriation du bien commun, qu'il s'agisse de la nature ou de la connaissance.³⁸ Les apories de la production capitaliste qui aliène les individus, épuise la planète et fournit de mauvaises valeurs d'usage *sont la crise* du système.

Une conclusion provisoire peut alors être formulée : le dépassement du capitalisme impliquera aussi bien la transformation des rapports sociaux que l'émergence d'un nouveau modèle de développement pour l'humanité. Dans cette perspective, l'élargissement de la sphère non marchande et la préservation du caractère inaliénable des biens communs – qui signifient une socialisation croissante de la richesse –, l'utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail et les inégalités, et la soumission de tous les choix importants à des processus démocratiques peuvent être des chemins vers lesquels convergent les préoccupations sociales et écologistes. En termes théoriques, cela suppose le relâchement de l'emprise de la loi de la valeur imposée par le capital qui ne reconnaît pas d'autre richesse que celle qu'il peut s'appropriier et accumuler. En termes politiques, cela suppose de renouer avec la plus vieille aspiration du mouvement ouvrier, l'autogestion qui remplace le travail vivant, et ainsi l'homme en tant que travailleur et citoyen, au cœur d'un projet de transformation sociale.

³⁷ Cette idée s'écarte radicalement de la thèse du capitalisme cognitif. Voir J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *op. cit.*

³⁸ Voir D. Bensaid, *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique, 2007.